



Les Nouvelles du Climat

Octobre 2020



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com.

Table des matières

Nouvelles du Centre 4C Maroc	3
Au niveau international	4
Septembre le plus chaud jamais enregistré dans le monde	4
Le changement climatique ne s'est pas arrêté pour la Covid-19, prévient un nouveau rapport	4
Guterres : s'unir face au changement climatique, ou "nous sommes perdus"	5
Commémoration de haut niveau du 75^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies	6
Objectifs de développement durable : la FAO signale une stagnation des indicateurs de l'alimentation et de l'agriculture	7
Afrique : le bureau régional du GCA est ouvert pour l'adaptation au changement climatique	7
L'agriculture de précision : un modèle aux antipodes de la transition écologique et sociale	8
Publication d'un rapport sur les bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable	9
Analyse des événements extrêmes climatiques et de la population exposée en Afrique selon deux scénarios d'émissions différents	9
À l'épreuve du coronavirus, un immense apprentissage en commun	10
Au niveau national	11
Sommet de la Biodiversité : le Maroc plaide pour une action mondiale urgente	11
ONU : le Maroc coorganise un événement sur le rôle des jeunes dans l'action climat	11
Agriculture en Afrique : signature d'un partenariat entre OCP Africa et IFC	12
Saison agricole : grosses inquiétudes sur l'assèchement des barrages	13
Le risque de pénurie d'eau potable plane sur Agadir, des mesures drastiques annoncées	13
La consommation totale d'eau doit être intégrée dans la planification économique (HCP)	14
Changement climatique au Maroc : de grandes réformes en vue	15
Génération Green : Le détail du prochain partenariat Maroc-Banque mondiale	16
Maroc-Allemagne : 40 MDH pour la recherche et développement	16
La BERD et l'UE débloquent 253 millions d'euros pour le Maroc	17



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Nouvelles du Centre 4C Maroc

- Dans le cadre du partenariat entre le Centre 4C Maroc et le consortium québécois Ouranos, le cycle de webinaires autour des enjeux et des défis associés à l'adaptation aux changements climatiques a repris le jeudi 17 septembre 2020. Le webinaire a porté sur « *les analyses de vulnérabilité et risques climatiques* ». Le prochain atelier portera sur « *la santé publique et les changements climatiques dans un contexte de pandémie* » et aura lieu le mercredi 21 octobre. Si vous souhaitez participer aux prochains ateliers, prière d'entrer en contact avec les organisateurs à l'adresse suivante : kawthar.monkachi@gmail.com.
- La formation sur les changements climatiques au profit d'une centaine de jeunes marocains, doctorants et étudiants master, organisé par le Centre 4C avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement, a repris le 26 septembre 2020. La formation est maintenant organisée en deux groupes : « Groupe 1 : environnement » et « Groupe 2 : économie & finance ». La première séance du groupe environnement a porté sur « *l'inventaire des GES* » et celle du groupe économie a porté sur « *la finance climat* ».
- Le Centre 4C, avec l'appui du Programme des nations unies pour le développement, a lancé une formation en changement climatique au profit des cadres de l'administration et des institutions publiques. 8 sessions de formation ont été organisées jusqu'à présent au profit d'une trentaine de participants et ont porté sur les thématiques suivantes : le cadre international du changement climatique, la finance climatique, l'économie et le changement climatique, le calcul du potentiel d'atténuation et l'inventaire des gaz à effets de serre.
- Le Centre 4C a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'une Banque de Développement chargée de l'ouverture et de la gestion d'une ligne de financement « Fonds Bleu pour le Bassin du Congo. Prière de cliquer sur [ce lien](#) pour plus d'informations.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Au niveau international

Septembre le plus chaud jamais enregistré dans le monde

Septembre 2020 a été le mois de septembre le plus chaud jamais enregistré dans le monde, selon le service européen Copernicus sur le changement climatique, qui évoque la possibilité que 2020 détrône 2016 comme année la plus chaude. La période de douze mois allant d'octobre 2019 à septembre 2020 se situe à 1,28°C au-dessus des températures de l'ère préindustrielle. Alors que les cinq dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, ce chiffre rapproche dangereusement la planète du plafond fixé par l'Accord de Paris.

Les températures ont été particulièrement élevées en Sibérie, poursuivant une vague de chaleur commencée au printemps qui a favorisé des incendies spectaculaires. La chaleur a été également plus importante que la normale sur l'océan Arctique dans son ensemble, indique le service, qui rappelle que la banquise d'été en Arctique a fondu cette année jusqu'à la deuxième superficie la plus petite jamais enregistrée (après 2012). L'Amérique du Nord a connu un mois de septembre particulièrement chaud également, avec notamment 49°C enregistrés au début du mois dans le comté de Los Angeles, dans une Californie ravagée par les incendies.

Au-delà du seul mois de septembre, les données des satellites européens montrent que la période allant de janvier à septembre 2020 est plus chaude que la même période de 2019, deuxième année la plus chaude. Et l'analyse comparée de ces mêmes neuf mois pour 2020 et 2016, année la plus chaude au monde, révèle des anomalies "assez similaires", poursuit Copernicus.

[Pour plus d'informations](#)

Les changements climatiques ne se sont pas arrêtés pour la Covid-19, prévient un nouveau rapport

Après un déclin temporaire dû au confinement et au ralentissement de l'activité économique liés à la pandémie de Covid-19, les émissions de gaz à effet de serre sont reparties en direction de leur niveau d'avant la pandémie, prévient un rapport publié le mercredi 9 septembre par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Le rapport intitulé United in Science 2020 (Unis autour de la science 2020) rassemble les dernières données sur le climat d'un groupe de partenaires mondiaux : l'OMM, le Projet mondial sur le carbone, la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Met Office du Royaume-Uni.

Le monde est en passe de connaître ses cinq années les plus chaudes jamais enregistrées et n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif convenu de maintenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels ou de limiter la hausse à 1,5 degré Celsius. Ce rapport met en évidence les effets croissants et irréversibles du changement climatique, qui touchent les glaciers, les océans, la nature, les économies et les conditions de vie et se manifestent souvent à travers des aléas hydrologiques tels que les sécheresses ou les inondations. Il démontre aussi comment la Covid-19 a entravé notre capacité à surveiller ces changements dans le cadre du système mondial d'observation. Le rapport montre que si de nombreux aspects de notre vie ont été bouleversés en 2020, « le changement climatique quant à lui s'est poursuivi sans relâche ».



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Lors d'une conférence de presse mercredi, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a noté que « comme le souligne ce rapport, les confinements à court terme ne peuvent remplacer l'action climatique soutenue dont nous avons besoin pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris » sur le climat. António Guterres appelle à six actions liées au climat pour façonner la reprise :

1. « Premièrement, alors que nous dépensons d'énormes sommes d'argent pour nous remettre du coronavirus, nous devons créer de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises grâce à une transition propre et verte », a-t-il dit.
2. « Deuxièmement, lorsque l'argent des contribuables est utilisé pour sauver des entreprises, il doit être lié à la création d'emplois verts et à une croissance durable », a-t-il ajouté.
3. « Troisièmement, la puissance fiscale doit conduire à un passage de l'économie grise à l'économie verte et rendre les sociétés et les individus plus résilients ».
4. Le chef de l'ONU a également estimé que les fonds publics devraient être utilisés pour investir dans l'avenir, et non dans le passé, et aller vers des secteurs et des projets durables qui contribuent à l'environnement et au climat. « Les subventions aux combustibles fossiles doivent cesser, les pollueurs doivent payer pour leur pollution et aucune nouvelle centrale au charbon ne doit être construite », a-t-il dit.
5. « Cinquièmement, les risques et opportunités climatiques doivent être intégrés dans le système financier, ainsi que dans tous les aspects de l'élaboration des politiques publiques et des infrastructures.
6. Et, enfin, nous devons travailler ensemble en tant que communauté internationale », a-t-il conclu.

[Pour plus d'informations](#)

Guterres : s'unir face au changement climatique, ou "nous sommes perdus"

Les États doivent s'associer pour lutter contre le réchauffement climatique ou notre monde sera "perdu", avertit le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, pour qui la pandémie de coronavirus illustre les méfaits de la désunion. "Je crois que l'échec à contenir la propagation du virus, parce qu'il n'y a pas eu suffisamment de coordination internationale (...) doit faire comprendre aux pays qu'ils doivent changer de voie", a-t-il déclaré à l'AFP avant l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 septembre. "Ils (les États) doivent agir ensemble face à la menace climatique, bien plus grave que la pandémie en soi - c'est une menace existentielle pour la planète et nos vies mêmes", a-t-il insisté.

En raison de la pandémie de la COVID-19, d'importantes réunions internationales sur le climat prévues en 2020 ont dû être reportées, faisant craindre de nouveaux retards dans la lutte contre le changement climatique. Et le secrétaire général de l'ONU de mettre en garde : "Pour les cinq prochaines années, nous nous attendons à des choses absolument terribles en matière de tempêtes, de sécheresses et autres impacts dramatiques sur les conditions de vie de nombreuses personnes dans le monde".

"C'est le moment de se réveiller", a-t-il lancé en soulignant que beaucoup repose sur les actions qu'entreprendront - ou pas - les principaux émetteurs : Chine, Etats-Unis, Union européenne, Russie, Inde et Japon. "Nous n'avons jamais été aussi fragiles, nous n'avons jamais autant eu besoin d'humilité, d'unité et de solidarité", a-t-il encore insisté.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Alors que de nombreux pays lancent des plans de relance massifs pour tenter de sortir de la récession causée par l'arrêt brutal de l'économie dû à la pandémie, M. Guterres a enjoint les États à ne pas favoriser les investissements dans les énergies fossiles et s'engager au contraire vers la "neutralité carbone" à l'horizon 2050.

"La pollution et non la population" doit autant que possible payer les taxes pour financer cette transition, a-t-il insisté. "Je ne veux pas revenir à un monde où la biodiversité est remise en cause, où les énergies fossiles ont plus de subventions que les renouvelables, un monde où les inégalités aboutissent à des sociétés avec de moins en moins de cohésion et créent de l'instabilité, de la colère, de la frustration". "Je crois qu'il nous fait un monde différent, une normalité différente, et je crois que nous avons une opportunité d'y arriver", a-t-il conclu.

[Pour plus d'informations](#)

Commémoration de haut niveau du 75^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

« Le monde a un surplus de défis multilatéraux, mais un déficit de solutions multilatérales », a averti le Secrétaire général de l'ONU António Guterres, les États membres à l'ouverture de la commémoration de haut niveau du 75^e anniversaire des Nations Unies (ONU75). « Bien que personne ne veuille un gouvernement mondial, nous devons œuvrer ensemble pour améliorer la gouvernance mondiale. »

La commémoration officielle de l'ONU75, qui a eu lieu au siège des Nations Unies soumis à la distanciation sociale et qui a enregistré l'intervention virtuelle des chefs d'État et de gouvernement, s'est concentrée sur le thème « L'avenir que nous voulons, les Nations Unies dont nous avons besoin : Réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme. » Une « Déclaration sur la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies » a été adoptée lors de la réunion. Dans la Déclaration, les États membres reconnaissent que les défis mondiaux sont interconnectés et qu'ils ne peuvent être relevés que par un multilatéralisme revigoré, comme l'a démontré la pandémie de la COVID-19. Ils conviennent que le multilatéralisme n'est pas une option mais une nécessité, pour reconstruire en mieux un monde plus égalitaire, plus résilient et plus durable, avec l'ONU au centre des efforts. Ils reconnaissent également que la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) est indispensable à la survie.

La réunion a enregistré l'intervention de 111 chefs d'État et de gouvernement et de 14 ministres, qui se sont prononcés en faveur du multilatéralisme et de la solidarité mondiale, entre autres thèmes. Plusieurs orateurs ont exprimé leur soutien à la réforme des Nations Unies entreprise actuellement par le Secrétaire général des Nations Unies, et beaucoup ont appelé à une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé l'initiative ONU75 en janvier 2020 en tant que « plus grand échange au monde sur les défis mondiaux actuels et sur l'écart entre l'avenir que nous voulons et celui vers lequel nous allons si les tendances actuelles devaient se poursuivre. L'ONU a recueilli, auprès du public mondial, à travers une enquête auprès de plus d'un million de personnes vivant dans les 193 États membres des Nations Unies, des opinions sur ses priorités et solutions futures ; plus de 1 000 dialogues organisés dans 82 pays à travers le monde et une analyse, par l'intelligence artificielle, des médias sociaux et traditionnels dans 70 pays, ainsi que des cartographies des recherches universitaires et politiques dans toutes les régions.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Objectifs de développement durable : la FAO signale une stagnation des indicateurs de l'alimentation et de l'agriculture

D'après un nouveau rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la pandémie de la Covid-19 est venue compliquer la concrétisation des Objectifs de développement durable (ODD) et le suivi des éventuelles avancées.

On constate une hausse de la faim, ainsi que d'autres formes d'insécurité alimentaire. La pandémie a par ailleurs eu des effets préjudiciables sur des pratiques de longue haleine, notamment la conservation des ressources génétiques, ainsi que sur des activités à court terme, comme les recensements agricoles nationaux. Ces deux volets sont essentiels pour recenser les besoins immédiats et encourager les agriculteurs du monde entier à adopter des pratiques plus durables.

Les recensements ont été retardés, reportés ou suspendus dans plus de la moitié des 150 pays où ils devaient avoir lieu. Un quart des pays environ affirme que la Covid-19 a perturbé les activités des agences nationales de statistique, et la quasi-totalité des activités de collecte de données de première importance en ont pâti, ce qui complique considérablement les travaux que mène la FAO en sa qualité d'organisme responsable de 21 des cibles relatives aux ODD et d'organisme contributeur à cinq autres.

Le rapport évalue les tendances actuelles, dont beaucoup stagnent (notamment l'indicateur de référence relatif à la faim, soit la prévalence de la sous-alimentation qui est utilisée pour contrôler la cible 2.1 des ODD), voire se dégradent (comme l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue, un indicateur plus large appliqué à cette même cible).

Pour un certain nombre d'indicateurs, en particulier ceux qui mesurent la productivité et les revenus des petits exploitants qu'il est prévu de doubler d'ici à 2030, on ne dispose pas de données suffisantes qui permettraient d'évaluer à la fois leur état actuel et leur progression. La FAO a créé un laboratoire des mégadonnées et un outil connexe en vue de recueillir des informations en temps réel liées à une série d'indicateurs, un outil de suivi et d'analyse des prix alimentaires et la Plateforme de données fondée sur le SIG de l'Initiative Main dans la main. Elle redouble également d'efforts afin de rendre publiques toutes les données.

À noter d'ailleurs que le chef du gouvernement marocain, Saad Dine El Otmani, a appelé, le vendredi 18 septembre, les Nations-Unies à créer un fonds spécial afin d'appuyer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau du continent africain.

[Pour plus d'informations](#)

Afrique : le bureau régional du GCA est ouvert pour l'adaptation au changement climatique

Le bureau régional Afrique du Centre mondial pour l'adaptation (GCA) vient d'être ouvert. Le centre est hébergé au siège de la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan en Côte d'Ivoire. L'institution coprésidée par l'ancien secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a pour mission d'accélérer les mesures d'adaptation au changement climatique.

Le GCA-Afrique a pour mission de nouer des partenariats sur tout le continent pour porter à grande échelle et accélérer les mesures d'adaptation qui protègent les communautés africaines des impacts du changement climatique. *« C'est un moment historique pour accélérer l'adaptation en Afrique, a déclaré Ban Ki-moon, coprésident du conseil d'administration du GCA. Le défi du développement durable face à un climat changeant n'est nulle part plus important. Notre nouveau bureau régional soutiendra les efforts d'adaptation régionaux et nationaux en mettant l'accent sur les meilleures*



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

pratiques existantes sur le continent, en les diffusant et en assurant leur intégration à part entière dans des efforts d'adaptation internationaux plus larges ».

Le bureau Afrique du Centre mondial pour l'adaptation appuiera les efforts visant à améliorer la sécurité alimentaire d'un milliard de personnes en Afrique subsaharienne d'ici à 2030 grâce à un programme sur le bien-être rural et la sécurité alimentaire. Sont également prévus des projets de soutien aux communautés à travers des programmes de gestion de l'eau pour la croissance urbaine et la résilience, le développement d'infrastructures durables et plus résilientes au climat, ainsi que le financement de l'adaptation et le renforcement du leadership des jeunes.

Le centre devrait travailler en étroite collaboration avec les institutions financières comme la BAD pour inciter au déblocage des financements climatiques. « *La Banque s'est engagée à doubler son financement pour le climat à 25 milliards de dollars d'ici à 2025, dont plus de 50 % seront consacrés à l'adaptation au changement climatique. L'Afrique ne doit pas être le parent pauvre du financement climatique mondial. Nous nous associerons au GCA pour mobiliser davantage de ressources pour l'adaptation au climat en Afrique* », promet Akinwumi Adesina, le président de la BAD.

[Pour plus d'informations](#)

L'agriculture de précision : un modèle aux antipodes de la transition écologique et sociale

L'agriculture de précision est de plus en plus évoquée comme pouvant constituer une solution à la crise écologique et à la relance économique agricole. Pourtant, plusieurs aspects de l'agriculture de précision sont incompatibles avec la protection de l'environnement et l'autonomie des exploitations agricoles.

L'agriculture de précision n'a pas aujourd'hui de définition officielle bien que le terme soit de plus en plus utilisé, notamment par les pouvoirs publics. Elle est un ensemble de techniques et de pratiques qui se fondent sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication afin d'observer, surveiller et gérer les activités agricoles ainsi que d'autres maillons de la chaîne d'approvisionnement de manière intégrée. La caractéristique centrale de l'agriculture de précision est le fait qu'elle repose sur une recherche d'optimisation agronomique à l'échelle de la plante notamment grâce aux nouvelles technologies.

L'agriculture de précision favorise les grandes exploitations. En effet, elle utilise majoritairement des tracteurs aux coûts considérables (les seuls capables d'embarquer les technologies de l'agriculture de précision) et des systèmes d'exploitation d'images satellites ne pouvant être utilisés la plupart du temps que sur des grandes parcelles homogènes, majoritairement en monoculture. Or, les exploitations de tailles importantes peuvent plus fréquemment avoir des effets néfastes sur l'environnement du fait de leurs pratiques souvent peu diversifiées (monoculture ou quasi-monoculture) et des tailles et concentrations d'animaux importantes. Ces pratiques dites "conventionnelles" sont responsables de l'effondrement de la biodiversité et de l'appauvrissement des sols du fait de l'usage des pesticides, d'une faible diversité culturale et d'une réduction des infrastructures agroécologiques. Ces modèles sont également responsables d'émissions de gaz à effet de serre importantes liées aux tailles de cheptel importantes et de pollutions de l'air, des eaux et du sol.

Les technologies avancées peuvent favoriser une perte de savoir-faire et d'autonomie décisionnelle des agricultrices et agriculteurs. La dépendance croissante des agriculteur·rices aux technologies et aux intrants chimiques les dépossède de leurs savoirs agronomiques.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Plus globalement, certaines technologies de l'agriculture de précision induisent une détention et un traitement des données des exploitations agricoles par le secteur privé.

Au contraire de l'agriculture de précision, l'agroécologie a pour fondement l'approche systémique basée sur le fonctionnement des écosystèmes naturels. mise en place sont nombreux : préservation des ressources naturelles, meilleurs rendements agronomiques et autonomie des exploitations agricoles, dynamique et maillage territorial ou encore souveraineté alimentaire. L'impact de ce modèle sur l'emploi (en quantité et en qualité) est positif.

[Pour plus d'informations](#)

Publication d'un rapport sur les bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable

S'appuyant sur le premier volume de la série "Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable" publié en 2016 et sur le deuxième volume publié en 2018, le troisième volume continue cette année à présenter et à développer la manière dont la coopération Sud-Sud et triangulaire est mise à profit pour soutenir les efforts des pays afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce volume présente 195 bonnes pratiques, soit près du double du volume précédent, présentées par 77 partenaires, dont des États membres, des organisations intergouvernementales, des entités des Nations unies et d'autres partenaires de développement. Ce recueil de bonnes pratiques illustre l'esprit de solidarité, l'apprentissage entre pairs et les efforts collectifs entre les pays et les partenaires afin de relever des défis de développement qu'il serait difficile d'aborder de manière indépendante ; et présente la manière avec laquelle des solutions concrètes peuvent être adaptées et reproduites dans une zone géographique plus large.

Plusieurs initiatives marocaines en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable sont présentées dans le rapport, notamment :

- L'Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture en Afrique (3A) ;
- L'Initiative Soutenabilité, Stabilité et Sécurité (3S) ;
- Un échange de connaissances avec l'Afghanistan autour des structures de gouvernance pour les réformes de l'environnement des affaires ;
- Formation professionnelle en matière de coopération triangulaire entre le Maroc, la République de Corée et quatre autres pays africains ;
- Appui à la réalisation de réformes institutionnelles et transformation rurale à Madagascar

[Pour plus d'informations](#)

Analyse des événements extrêmes climatiques et de la population exposée en Afrique selon deux scénarios d'émissions différents

Nous savons aujourd'hui que l'Afrique est exposée à toute une série de risques climatiques différents, notamment les sécheresses, les vagues de chaleur et les précipitations extrêmes, qui causent de grandes souffrances sociales et ont de graves impacts économiques. Cependant, on ignore largement à quel point la population africaine est exposée à la cooccurrence de ces risques climatiques. Ceci est important car des événements combinés augmenteront probablement les souffrances bien au-delà de celles causées par les risques climatiques séparés. Une étude a récemment fourni une analyse des changements potentiels de cinq événements composés différents, et de l'exposition de la population africaine à ces événements à la fin de ce siècle. En combinant l'exposition à tous les événements composés, les résultats montrent que par rapport à aujourd'hui, l'exposition de la population africaine pourrait être multipliée par 12 et 47 dans le meilleur et le pire des scénarios, respectivement. La



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

répartition spatiale des changements montre que l'Afrique de l'Ouest et les régions centrales et orientales de l'Afrique pourraient être particulièrement exposées. L'augmentation de l'exposition est principalement due à l'interaction entre le climat et la croissance démographique. Ces résultats impliquent que toute réponse politique visant à réduire l'exposition doit tenir compte des facteurs climatiques et socio-économiques.

[Pour plus d'informations](#)

À l'épreuve du coronavirus, un e-mmense apprentissage en commun

La pandémie de la COVID-19 a donné lieu à un vaste processus d'apprentissage en commun qui a mis en avant le rôle clé des plateformes numériques. Dans ces circonstances exceptionnelles, les plateformes favorisent la diffusion de la connaissance par une construction des savoirs et un partage de l'information qui ne résultent ni d'une hiérarchie ni d'un monopole.

Les plateformes numériques peuvent aussi contribuer à ce que chacun et chacune prenne pleinement conscience des limites de nos modèles de développement, lesquels mettent en péril la planète comme ses habitants en reléguant au second plan les principes de solidarité et de soutenabilité. À dix ans de la cible 2030 des Objectifs de développement durable (ODD) par lesquels la communauté internationale a fixé, en 2015 – année de l'Accord de Paris –, le cadre universel d'une transition juste, les enseignements de la crise du coronavirus peuvent guider notre réflexion sur le rôle essentiel de ce que nous apprenons et sur la manière dont nous apprenons.

Le Centre 4C a d'ailleurs organisé plusieurs formations en ligne en profit d'une cinquantaine de participants depuis le début de la pandémie de la COVID-19 en mars 2020.



[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Au niveau national

Sommet de la Biodiversité : le Maroc plaide pour une action mondiale urgente

À l'occasion du premier Sommet des Nations-Unies sur la biodiversité, organisé de manière virtuelle à New York par le président de l'Assemblée générale, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, a plaidé en faveur d'une action mondiale urgente pour faire face à la détérioration inquiétante de la biodiversité qui menace les écosystèmes à travers la planète.

Le contexte actuel marqué par la COVID-19 a rappelé à quel point la santé humaine et la nature sont intrinsèquement liées, a noté M. Bourita dans son discours transmis au Secrétariat du Sommet. "La protection des écosystèmes à travers la préservation de la biodiversité constitue, en effet, un moyen de prévention et de lutte contre la pandémie", a-t-il estimé à l'occasion de conclave mondial tenu mercredi.

"Si l'attention mondiale se concentre, actuellement, sur les conséquences de la crise sanitaire, la biodiversité ne doit pas pour autant perdre de sa primordialité. La protection des écosystèmes n'est pas seulement une nécessité, c'est une urgence", a insisté M. Bourita, soulignant que les données sur la dégradation de la biodiversité dans le monde sont "vertigineuses", et ne doivent "pas seulement interpeller notre conscience, elles doivent appeler à l'action".

Il a également fait observer que le Maroc s'est doté d'une politique nationale pionnière en matière de biodiversité, précisant que c'est dans ce cadre que s'inscrivent la Stratégie et le Plan d'action national pour la diversité biologique, ainsi que l'Évaluation nationale de la biodiversité et des services écosystémiques. Plus récemment, Sa Majesté le Roi a lancé, en février 2020, deux nouvelles stratégies baptisées « Génération Green 2020-2030 » et « Forêts du Maroc », visant, entre autres, la consolidation des acquis et l'implication de l'ensemble des acteurs dans la préservation de la biodiversité, a rappelé le ministre, ajoutant que dans la même optique, un projet phare de plantation de 10.000 ha d'Arganier, sur une période de 6 ans a démarré, avec une enveloppe totale de 49,2 millions de dollars, cofinancée par le Royaume du Maroc et le Fonds Vert pour le Climat. Le Maroc s'est également engagé à présenter à l'Assemblée générale des Nations-Unies un projet de résolution visant la proclamation d'une journée internationale de l'Arganier, plante endémique, symbole de sa biodiversité ancestrale.

Conscient que la biodiversité est un patrimoine universel indivisible, le Maroc s'est joint aux autres pays africains pour placer sa préservation au cœur de l'opérationnalisation des trois Commissions climat, issues du Sommet africain de l'Action en faveur d'une co-émergence continentale, tenu à l'initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, en novembre 2016, en marge de la COP22 de Marrakech, a souligné M. Bourita.

[Pour plus d'informations](#)

ONU : le Maroc coorganise un événement sur le rôle des jeunes dans l'action climat

La mission permanente du Maroc auprès des Nations-Unies à New York, a coorganisé le mardi 29 septembre, un événement sous un format virtuel, sur le rôle de la jeunesse dans l'action climat, marqué par la participation d'une pléiade de jeunes leaders et parlementaires représentant plusieurs pays.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Cette rencontre, qui a également connu la participation des ambassadeurs du Costa Rica et du Portugal à l'ONU, est organisé en appui au Plan directeur sur "l'Appel des jeunes à l'action pour la mise en œuvre de l'ODD 13 (action climat)", une année après le Sommet des jeunes pour le climat tenu en 2019, en prélude au Sommet Action climat des Nations-Unies.

"En tant que pays engagé mondialement, le Maroc a, depuis plusieurs décennies, placé systématiquement les jeunes et les citoyens au centre de ses efforts pour accélérer la mise en œuvre du développement durable, notamment leur capacité à concevoir des pistes innovantes pour protéger la biodiversité, préserver l'environnement et sensibiliser sur les modes de production et de consommation durables", a affirmé M. Omar Hilale, l'ambassadeur représentant permanent du Maroc à l'ONU.

Dans ce contexte, a relevé l'ambassadeur, une nouvelle initiative majeure de lutte contre le changement climatique a été lancée par SAR la Princesse Lalla Hasnaa, Présidente de la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement, visant à promouvoir les idées et les solutions des jeunes africains pour le Climat. Cette initiative intitulée « African Youth Climate Hub » vise à donner aux jeunes africains l'opportunité d'établir et de favoriser un mouvement générationnel de lutte contre le changement climatique, a expliqué M. Hilale, précisant que le Hub a pour objectif d'éduquer, d'inspirer, de responsabiliser et de mobiliser les jeunes pour créer un changement durable dans leurs écoles, leurs communautés et leurs écosystèmes professionnels, à tous les niveaux. En créant un forum où les jeunes africains peuvent discuter de leurs idées pour lutter contre le changement climatique, les jeunes développent des cibles clés, avant d'être affinées puis mises en œuvre, a noté l'ambassadeur. Ce faisant, le Maroc espère rassembler les jeunes penseurs africains les plus engagés et innovants sur le changement climatique, créer un centre d'apprentissage et aider les gens à trouver des emplois verts en Afrique, a-t-il affirmé.

[Pour plus d'informations](#)

Agriculture en Afrique : signature d'un partenariat entre OCP Africa et IFC

La Société financière internationale (IFC), membre du groupe de la Banque mondiale, annonce la mise en place d'un partenariat avec OCP Africa, filiale du groupe OCP, en vue de renforcer les filières du riz en Côte d'Ivoire et du millet au Sénégal. Ces cultures, indispensables pour garantir la sécurité alimentaire de ces deux pays d'Afrique de l'ouest, opèrent à des rendements bien inférieurs à leur plein potentiel en raison notamment d'un manque de professionnalisation, de pratiques agricoles inadaptées et d'un accès insuffisant au financement.

Dans le cadre de ce partenariat, IFC va fournir des services-conseils aux agriculteurs et aux groupements agricoles membres du programme Agribooster d'OCP Africa avec l'ambition de faire bénéficier, d'ici 2022, près de 12.000 agriculteurs ivoiriens et sénégalais. L'objectif de ce projet est de renforcer les compétences techniques, financières et managériales des coopératives et d'améliorer les pratiques agricoles en intégrant des solutions intelligentes relatives au changement climatique pour la gestion de l'eau et des sols. Aussi, il vise à accélérer la digitalisation des systèmes de paiements dans les deux chaînes de valeur et le développement d'un outil de notation pour améliorer l'accès au financement des agriculteur.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Saison agricole : grosses inquiétudes sur l'assèchement des barrages

Après deux années de sécheresse, les barrages se sont vidés, créant une situation de tension chez les agriculteurs qui craignent, en cas de nouvelle année de sécheresse, une saison encore plus catastrophique que celle qui vient de s'achever.

Au niveau national, le taux de remplissage des barrages, toutes catégories confondues, affiche au 2 octobre une moyenne de 38%. A la même période de l'année dernière, ce taux avoisinait les 50%. Très bas, ce taux de 38% est même un peu faussé par le barrage d'Al Wahda, plus grand barrage du Maroc, qui emmagasine plus de 30% des réserves d'eau du pays. Et qui en plus est dédié essentiellement à l'eau potable. Le taux de remplissage des barrages dédiés à l'agriculture d'irrigation est bien plus bas que la moyenne nationale.

Au Maroc, deux régions dépendent essentiellement de l'irrigation : Souss Massa et El Haouz. Des régions où est pratiquée une agriculture intensive, qui fait vivre des milliers de familles, avec des cultures productivistes destinées essentiellement à l'export. Une agriculture moderne qui vit en parallèle de celle traditionnelle pratiquée par des milliers de petits fellahs, dont la principale ressource en eau vient des barrages et d'une nappe phréatique également asséchée.

Et le taux de remplissage des barrages dans ces deux régions justement a atteint un niveau extrêmement inquiétant. Dans le Haouz par exemple, le fameux barrage de Lalla Takerkoust affiche au 2 octobre un taux de remplissage de 6,8%, contre 9,3% à la même période de l'année dernière. Le barrage Hassan 1^{er} est à 17,1% de ses capacités, contre plus de 33,7% de taux de remplissage il n'y a même pas une année. Idem pour les barrages de Bin El Ouidane et Moulay Youssef qui affichent respectivement des taux de remplissage de 22 et de 24% contre des taux de 46% et de 34,7% il y a un an.

Dans le Souss, région connue pour son stress hydrique mais aussi par la grande utilisation de l'irrigation dans la production agricole, la situation n'est pas moins alarmante. Le taux de remplissage des barrages est arrivé à un niveau très inquiétant. Avec des structures qui sont quasiment à sec, comme le barrage Abdelmoumen qui affiche un taux de remplissage de 1,9%, contre un taux de 17,5% au 2 octobre 2019. En moyenne, six barrages qui irriguent les sols de la région affichent un taux de remplissage de 28%. Au 2 octobre 2019, ce taux était de 53,4%.

« L'assèchement des barrages menace clairement la production agricole dans ces deux régions. C'est une chose évidente. Le plus grave, c'est que même les nappes phréatiques sont à sec. Il faut creuser des centaines de mètres pour pouvoir pomper de l'eau. Et le dessalement de l'eau de mer, quoique coûteux, ne sera pas prêt pour cette année », explique Rachid Benali, le Vice-président de la COMADER (Confédération Marocaine de l'Agriculture et du Développement).

[Pour plus d'informations](#)

Le risque de pénurie d'eau potable plane sur Agadir, des mesures drastiques annoncées

Le risque de pénurie d'eau potable dans la région de Souss-Massa s'accroît. Les décisions pour y faire face se multiplient. La dernière en date est celle relative aux coupures quotidiennes d'eau par la RAMSA, dans différentes communes d'Agadir, qui prendra effet le samedi 3 octobre. Ces coupures auront lieu de 22h à 5h30 du matin, et concerneront les communes d'Agadir, Dchira, Inzegane, Ait Melloul, Aourir, Drarga ainsi que la station balnéaire de Taghazout, dans le but de rationaliser l'usage de l'eau potable.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

En effet, les ressources en eau du bassin du Souss-Massa sont rares. Les changements climatiques, la surexploitation de la nappe phréatique et les années consécutives de sécheresse ont aggravé la situation. La décision de la Régie autonome multi-services d'Agadir intervient après l'alerte lancée le 25 septembre dernier par l'Agence du bassin hydraulique de Souss-Massa et Draâ (ABHSMD) sur la baisse des ressources hydriques dans la région.

Dans un communiqué, l'Agence a précisé que la région Souss-Massa "a enregistré un stress hydrique de 60% durant les trois dernières années, à cause de la pluviométrie qui a atteint des niveaux inquiétants". "Ce manque de précipitations a sérieusement affecté le taux de remplissage des barrages alimentant la région. Pour l'année hydrologique 2019-2020, ces barrages n'ont reçu que 30 millions de mètres cubes d'eau, contre 476,5 M m3 lors d'une année normale, soit un déficit estimé à 94%".

Pour faire face à cette pénurie, de nombreuses mesures sont mises en place par l'ABHSMD depuis 2017, dans le cadre de la gestion des retenues de barrages. Il s'agit notamment de :

- L'arrêt de la fourniture de l'eau d'irrigation au périmètre d'Issen à partir du barrage Abdelmoumen depuis juillet 2017 ;
- L'arrêt de la fourniture de l'eau d'irrigation au périmètre de Massa et Chtouka à partir du barrage Youssef ;
- La gestion des retenues de barrages Ben Tachfin depuis octobre 2019 ;
- et la réduction de la dotation allouée au périmètre El Guerdane, Awlouz et Ouzioua à partir du complexe Moukhtar Soussi depuis mars 2020.

D'autres mesures sont également appliquées à Agadir, pour une meilleure gestion de la demande en eau potable, telles que :

- L'identification des gros consommateurs d'eau et l'incitation de ces derniers à limiter leur consommation ;
- L'interdiction de l'arrosage des espaces verts et des golfs à partir des réseaux d'eau potable ;
- L'incitation et la sensibilisation des consommateurs particuliers et potentiels (hôtels, administrations, industriels, etc...) à l'économie de l'eau ;
- Prise de mesures de restriction des débits distribués et multiplication des efforts en matière de réduction des pertes d'eau dans les réseaux de distribution et de production pour atteindre une réduction de 10% ;
- Le dégagement de nouvelles ressources souterraines ;
- La réalisation de la conduite d'amenée d'eau brute à partir d'El Guerdane sur un linéaire de 49 km.

Sur le moyen terme, d'autres actions sont entreprises pour l'alimentation en eau potable du Grand Agadir, comme par exemple l'unité de dessalement d'eau de mer qui est en cours de réalisation. Sa mise en service est prévue fin mars 2021.

[Pour plus d'informations](#)

La consommation totale d'eau doit être intégrée dans la planification économique (HCP)

Selon le numéro 14 des "Brefs du Plan" du Haut-Commissariat au plan (HCP), intitulé "Modélisation de la consommation en eau intersectorielle dans l'économie marocaine", la consommation totale d'eau doit être prise en considération dans la planification de l'économie productive du Royaume et ce, pour éviter qu'un manque de cette ressource ne freine l'activité de plusieurs secteurs.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Cette étude illustre que la structure économique du pays est basée sur des secteurs qui consomment les plus grandes quantités d'eau, directement et indirectement. Et comment l'eau, non reconnue comme facteur de production, risque d'être un facteur limitant la croissance des secteurs essentiellement productifs.

Les données sur la consommation directe d'eau révèlent que la quantité d'eau consommée par le secteur primaire est beaucoup plus importante que celle consommée par les secteurs de l'industrie et des services, avec une consommation en eau d'environ 9 milliards de mètres cubes par an contre environ 1,28 milliard de mètres cubes par an, en ordre respectif. "Ces statistiques mettent en évidence la loi bien connue selon laquelle l'agriculture est le principal utilisateur des ressources en eau au Maroc (jusqu'à 87,8% de la consommation totale d'eau)." souligne le HCP.

La consommation d'eau des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture est élevée par rapport à leurs productions respectives. Par conséquent, ces secteurs sont des exemples typiques de secteurs stratégiques de l'économie marocaine ayant une faible efficacité d'utilisation de l'eau. Le HCP note toutefois que les secteurs qui ont obtenu une faible consommation directe par unité produite, tels que les industries alimentaires et tabac, les industries du textile et du cuir, les autres industries manufacturières hors raffinage de pétrole, les hôtels et restaurants et les activités financières et assurances, ont une forte utilisation indirecte de l'eau.

Cette étude met en relief que la consommation totale d'eau doit être prise en compte dans la planification de l'économie productive du pays. D'autre part, la même source précise que l'économie marocaine, malgré la pénurie d'eau du pays, est basée sur des secteurs consommateurs d'eau dont les demandes en eau.

[Pour plus d'informations](#)

Changement climatique au Maroc : de grandes réformes en vue

Le Maroc est prêt à réaliser des réformes drastiques afin de lutter contre le changement climatique et la pandémie de COVID-19. Aziz Rabbah, ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, a déclaré que le gouvernement marocain s'est engagé à repenser le modèle de développement et les plans et programmes de réforme pour une variété de secteurs.

M. Rabbah est intervenu le jeudi 3 septembre lors d'une réunion ministérielle de la « plateforme en ligne » sur une reprise durable et résiliente après la COVID-19. Le gouvernement japonais et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont organisé conjointement l'événement, visant à fonctionner comme une plate-forme de dialogue sur la COVID-19 et le changement climatique.

Les déclarations réaffirment ainsi, l'engagement du Maroc à lutter contre le changement climatique à tous les niveaux. Le pays vise à travailler avec des initiatives régionales et panafricaines, entre autres, pour réaliser un développement durable. Les remarques du ministre ont spécifiquement souligné l'importance de la préservation de la biodiversité, l'accès à une énergie propre, le développement social et la nécessité d'une agriculture durable au Maroc.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Génération Green : Le détail du prochain partenariat Maroc-Banque mondiale

Le gouvernement et la Banque mondiale ont convenu de lancer un « Programme axé sur les résultats pour le soutien de la nouvelle stratégie agricole : Génération Green 2020-2030 ». Financé par un prêt de 200 millions de dollars de la Banque mondiale, ce programme est décliné en trois gros chantiers :

1. Augmenter les possibilités d'emploi et de génération de revenus pour les jeunes ruraux

Ce volet cible les jeunes ruraux de 15 à 34 ans, quel que soit leur statut sur le marché du travail. Pour augmenter les opportunités d'emplois et de génération de revenus pour cette population, des mesures visant à accroître l'attractivité de l'économie rurale seront adoptées. Parmi les actions envisagées, l'identification des opportunités économiques par province en utilisant une approche de chaîne de valeur et leur promotion auprès des jeunes et des autorités locales. Le programme prévoit aussi d'élaborer des modules de formation sur les compétences non techniques, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises avec un appui aux instituts de formation en agriculture pour le déploiement de ces nouveaux modules dans leurs cursus. L'initiative table aussi sur le lancement d'un appel à idées national pour identifier les jeunes porteurs de projets innovants et les appuyer.

2. Améliorer l'efficacité des systèmes de commercialisation des produits agroalimentaires

Dans son deuxième axe, le programme prévoit un nouveau cadre institutionnel et réglementaire pour l'organisation du réseau national des marchés de gros et du commerce de gros des produits agricoles. Il prévoit également de mettre en œuvre de nouveaux modèles de gestion des marchés de gros basés sur des partenariats territoriaux avec les communes et les autorités régionales intéressées.

3. Accélérer la numérisation de l'agriculture

Le troisième et dernier axe de ce programme a donc pour but d'accélérer d'une manière globale la numérisation de l'agriculture et l'adoption de pratiques respectueuses du climat. Il s'agit d'accroître l'adoption de technologies numériques et intelligentes face au climat dans les chaînes de valeur agroalimentaires. Cet objectif est à atteindre, d'une part, en sensibilisant les agriculteurs à adopter ces technologies, et, d'autre part, en augmentant le nombre de solutions innovantes proposées aux agriculteurs et aux services agricoles. Le programme travaillera, en outre, sur la transformation numérique du ministère de l'Agriculture, favorisant entre autres le Big Data et l'intelligence artificielle.

[Pour plus d'informations](#)

Maroc-Allemagne : 40 MDH pour la recherche et développement

Un montant de 40 millions de DH a été mobilisé pour le financement d'un programme de recherche-développement, initié dans le cadre de la coopération maroco-allemande au titre de l'année 2021. Le programme vise à intensifier la coopération entre les chercheurs marocains et allemands et à mieux associer le secteur industriel en vue de valoriser les résultats des recherches dans les deux pays. Les projets portent notamment sur des domaines liés à l'eau et l'environnement, aux changements climatiques, à la biodiversité, aux sciences agroalimentaires, aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, aux recherches biomédicales et à l'intelligence artificielle. Le département de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a précisé que le dernier délai de soumission des projets est fixé au 1er novembre 2020 via ce lien : [cliquez ici](#) . Les sites électroniques du [ministère](#) et du [Bureau international allemand](#) fournissent des informations supplémentaires sur le programme de recherche.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

La BERD et l'UE débloquent 253 millions d'euros pour le Maroc

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement et l'Union européenne ont mis en place deux programmes pour accompagner le financement de l'économie verte au Maroc et soutenir les investissements des PME dans des projets d'efficacité énergétique.

Le premier programme nommé "Green Value Chain", d'une valeur de 90 millions d'euros, vise à soutenir les investissements des Petites et moyennes entreprises (PME) dans des mesures d'efficacité énergétique et d'utilisation des ressources, ainsi qu'à leur intégration dans les chaînes de valeur régionales. Ce programme, fait savoir la même source, est financé par la BERD et le Fonds vert pour le climat (FVC) à travers la Société générale du Maroc, le Crédit du Maroc et la Banque populaire. Il est complété par des subventions de l'UE et de la Corée du Sud, lit-on dans le communiqué. Quant au deuxième programme, il a pour but de soutenir le mécanisme de financement de l'économie verte au Maroc. D'une valeur de 163 millions d'euros, il est destiné à des centaines d'entreprises privées, via des institutions financières locales. Il soutiendra l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au climat et l'adoption de technologies vertes.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .